L’observation : un outil au service de la transition énergétique

Mise à jour le 30 mars 2016

En décembre dernier se tenait à Lyon une conférence européenne sur l’observation régionale de l’énergie et du climat. Organisée par l’Observatoire régional de l’Energie et des Gaz à Effet de Serre (OREGES) rhônalpin à l’occasion de ses 10 ans, elle a abordé deux thèmes principaux : l’observation en appui au pilotage des politiques énergétiques régionales et locales, et les enjeux...

Créé en 2002, l’OREGES, porté par Rhonalpénergie Environnement (RAEE), met à disposition des territoires et acteurs rhônalpins un outil d’information et d’observation sur la production et la consommation d’énergie et sur les émissions de gaz à effet de serre. Avec l’appui de programmes européens, de la Préfecture et de la Région Rhône-Alpes, l’OREGES a organisé ce temps fort où les intervenants venaient de toute l’Europe (Royaume-Uni, Allemagne, Pays Basque espagnol, Italie, Suède et Grèce) pour partager leurs pratiques de l’observation de l’énergie et des gaz à effet de serre.

Cette conférence s’inscrivait aussi dans le cadre du projet Climact Regions (Interreg IV C).
Les apports de l’observation régionale aux politiques publiques

Ouverte par le président du Conseil Régional et le Préfet de la région Rhône-Alpes, la première journée de conférence a notamment traité des services rendus par les pratiques d’observations territorialisées.

Localiser l’action énergie climat chez les britanniques

Pour exemple, les résultats obtenus dans le cadre du programme britannique "Green Deal", mené par le Kent County Council. Carolyn McKenzie, Responsable du pôle développement durable, changement climatique et environnement, a souligné l’importance de la donnée énergétique dans l’opérationnalisation de plans d’actions. Les récentes études menées ont ainsi croisé plusieurs indicateurs : les parcs de logements et leur qualité dans chacun des comtés du Kent, les consommations du bâti, les émissions de carbone et une trentaine de profils socio-économiques des habitants. Cet exercice a mis en lumière les principaux paramètres de la précarité énergétique pour le district, tout en localisant et priorisant les actions sur le territoire à une échelle fine, jusqu’au quartier.

Assurer un partage centralisé des données en Italie

D’autres intervenants ont indiqué le rôle majeur des observatoires régionaux dans le développement économique des secteurs liés à l’énergie et au climat ou dans la mise en place des politiques énergétiques locales. C’est le cas de Maria Fabianelli, Directrice de l’Agence Régionale de l’Energie de Ligurie, prenant pour exemple le plan d’actions très détaillé du Plan d’Action de l’Energie Durable de la ville de Gênes : la création d’une base de données régionale unique sur les données énergie-climat (et environnement) a permis de retirer des indicateurs synthétiques constituant un appui pertinent et fort dans la construction des stratégies locales.

Rassembler tous les acteurs de l’énergie en Rhône-Alpes

Tous les énergéticiens s'impliquant dans les travaux de l'OREGES ont également témoigné sur les raisons de s'impliquer dans un observatoire régional. ErDF, GrDF, RTE, GRTgaz, EDF, ainsi que la CCIR Rhône-Alpes, le réseau IERA (Info Energie Rhône Alpes) et le SIEL (Syndicat Intercommunal d'Energies du département de la Loire) ont ainsi souligné que l'outil "observatoire régional" constituait un maillon déterminant par rapport aux données, en constituant une "mémoire" des données territoriales.

Participation du Nord-Pas de Calais aux ateliers européens

La journée s'est clôturée avec la première rencontre annuelle du Réseau européen ENERGee-Watch, réseau des observatoires régionaux des gaz à effet de serre et de l'énergie, auquel le Nord-Pas de Calais a pris part. Ce réseau a pour but de faire partager les expériences de montages de dispositifs d'observation, de partager les méthodologies développées et utilisées, de produire des indicateurs permettant de comparer plusieurs régions d'Europe... le tout en interagissant avec les autorités européennes pour enrichir les politiques et ainsi les ajuster aux besoins du niveau local.
Quels outils pour répondre aux enjeux de l'observation régionale ?

La deuxième journée s'est axée sur les outils apportés par les observatoires européens, en particulier, sur les dix années de travaux menés par l'un des pionniers français en la matière : l'OREGES Rhône-Alpes.

Bilan et perspectives des travaux de l'OREGES

Depuis sa création, l'OREGES Rhône-Alpes a connu de nombreuses évolutions. Les premiers bilans régionaux ont ainsi vu le jour en 2005, alors que des travaux de prospective à 2020 étaient menés. Un rapprochement technique fondamental s'est développé avec Air Rhône-Alpes, Association Agréée pour la Surveillance de la Qualité de l'Air (ASQAA) locale, dans le but de mutualiser les outils de calcul, les données et les méthodes.

Cette collaboration a permis de rendre compatibles les bilans d'Air Rhône-Alpes et ceux réalisés par l'observatoire rhônalpin, pour publier les premiers bilans territoriaux détaillés en 2010. En 2012, ce sont ainsi 70 territoires qui ont utilisé les données de l'OREGES.

Retours d'expériences européens

La rencontre d'échanges techniques entre observatoires européens a porté sur deux thèmes.

Les enjeux des observatoires régionaux en Europe ont tout d'abord été évoqués en s'intéressant à leur diversité ou a contrario, à leurs similitudes. Les principaux enseignements :

la mise en ligne partagée de données fines (Fred Nordström, Directeur, Agence de l'énergie du Norrbotten, Suède et Silvio De Nigris, Directeur de projet, Province de Turin, Italie) ;
un intérêt commun autour du suivi des énergies renouvelables (Dimitris Papastefanakis, Directeur du CRES, Grèce) ;
la nécessaire inter-dépendance avec les outils de suivi déjà existants, dont la Convention des Maires (Federica Paina, Expert en efficacité énergétique des politiques énergétiques locales, Commission européenne).

Un temps a également été accordé aux usagers des observatoires, au travers d'exemples de services rendus par la donnée énergétique locale dans le cadre de la planification territoriale : l'énergie dans les documents d'urbanisme, la mise en oeuvre de Plan Climat ou encore les liens entre agriculture et énergie en ont été des illustrations (Sylvain Koch-Mathian, Chargé de mission, HESPUL ; Nicolas Picou, Chargé de mission, PNR des Bauges ; Christian Couturier, Directeur du pôle énergie, Solagro).

Des ateliers d'échanges

Pour clore la journée, deux ateliers simultanés ont approfondi les échanges.

Le premier s’est intéressé aux moyens pour "Disposer d’indicateurs pertinents sur la base de méthodologies partagées". Les retours d’expériences ont porté sur :

les conditions de développement d’un observatoire régional par ses aspects partenariaux et ses finalités d’information des usagers (Julien Dumont, Chargé de mission, Observatoire Climat de Nord-Pas de Calais, CERDD) ;
l’utilisation d’outils de modélisation territoriale de flux énergétiques tels que le LEB (Local Energy Balance), expérimenté dans le cadre du projet RENERFOR (Silvio De Nigris, Directeur de projet, Province de Turin, Italie ; Etienne Vienot, Chargé de mission, RAEE) ;
la dernière intervention portant sur les format de rendus de bilans énergétiques, et notamment les bilans de type EUROSTAT (Alvaro Perez de Laborda, EVE, Pays basque espagnol).

Le second atelier s’est quant à lui intéressé aux enjeux de la "mobilisation de la donnée précise au niveau local : quelles sources ? quel coût ?", évoquant les implications méthodologiques et techniques explorées par les opérateurs énergétiques et les observatoires régionaux de l’énergie et des GES lors de leurs travaux, dans un contexte évolutif d’accessibilité aux données (Bertrand Dauce, Directeur Technique, DIR ErDF Rhône-Alpes Bourgogne ; Pierrick Yalamas, Chargé de mission, RAEE et Hervé Chanut, Responsable du service émissions, Air Rhône-Alpes ; Sophie d’Herbemont, CGDD, Consultante, IGN).

Au directeur de la DREAL Rhône-Alpes de conclure la conférence en soulignant l’importance du développement des approches d’observation partenariales, indispensables pour promouvoir l’action dans les territoires au profit de la lutte contre le changement climatique.

Pour en savoir plus, téléchargez les documents ci-dessous.